

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU LUNDI 28 NOVEMBRE 2022

Nombre de membres

en exercice : 35

Présents : 25

Représentés : 9

Absent : 1

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit novembre à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

PRÉSENTS : MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, MM. JANUS, DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; M. SERRES, MMES BOUGE, MICHON, YENKETRAMDOO, MORIEZ, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, DEBBI, MME TERRINE ; MME CINOSI-GIRARD, M. RIBEIRO-CAPITAO, MMES LACARRIERE-FARGES, BERNIER ; M. RODRIGUES FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

REPRÉSENTÉS :

MME RICCIARELLI POUVOIR A M. LACAMBRE

MME NAOUM-GHAZIEFF POUVOIR A MME LOYAU

M. HAMONIC POUVOIR A M. JANUS

M. BOUKOUNA POUVOIR A M. PAUDELEUX

MME HADJIAT POUVOIR A MME TERRINE

M. FERYN POUVOIR A M. PROPONET

M. BOUCHE POUVOIR A MME BERNIER

MME LEANZA POUVOIR A M. RIBEIRO-CAPITAO

M. LEBAS POUVOIR A MME LACARRIERE-FARGES

ABSENT : M. SOUSA

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur **Samy DEBBI** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

D222811-17

Modification des conditions d'octroi du régime indemnitaire dans le cadre du temps partiel thérapeutique.

OBJET : DELIBERATION PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS D'OCTROI DU REGIME INDEMNITAIRE DANS LE CADRE DU TEMPS PARTIEL THERAPEUTIQUE.

RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Par délibération en date du 24 septembre 2020, la municipalité en place sur la ville de Chilly-Mazarin a pris la décision de verser le régime indemnitaire en fonction de la quotité de travail même dans le cas de temps partiel thérapeutique.

L'application de cette décision respecte le principe de parité avec l'Etat, en conformité avec l'article L714-4 du Code général de la fonction publique, qui précise que les régimes indemnitaires des agents des collectivités territoriales fixés par les organes délibérants ne peuvent être supérieurs à ceux dont bénéficient les agents de l'Etat.

La situation du régime indemnitaire des agents de l'Etat en situation de temps partiel thérapeutique a évolué très récemment. Ainsi le décret n° 2021-997 du 28 juillet 2021 relatif au temps partiel pour raison thérapeutique dans la fonction publique de l'Etat, modifie le 1° du I de l'article 1^{er} du décret du 26 août 2010 susvisé, ainsi qu'il suit : « le bénéfice des primes et indemnités versées aux fonctionnaires relevant de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, aux magistrats de l'ordre judiciaire et, le cas échéant, aux agents non titulaires relevant du décret du 17 janvier 1986 susvisé est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de service à temps partiel pour raison thérapeutique ».

Il appartient donc aux collectivités de délibérer, si elles souhaitent maintenir la totalité du régime indemnitaire aux agents bénéficiant du temps partiel thérapeutique.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur la délibération suivante :

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code général de la fonction publique,

VU l'article L714-4 du Code général de la fonction publique,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique territoriale (RIFSEEP).

VU le décret n° 2021-997 du 28 juillet 2021 relatif au temps partiel pour raison thérapeutique dans la fonction publique de l'Etat,

VU le décret n° 2021-1462 du 8 novembre 2021 relatif au temps partiel pour raison thérapeutique dans la fonction publique territoriale,

VU l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

VU la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP,

VU les différents cadres d'emplois, grades et catégories au sein de la Fonction Publique Territoriale,

VU la délibération n° D160507-11 du 5 juillet 2016 relative à l'évolution du régime indemnitaire,

VU la délibération n° D160410-7 du 4 octobre 2016 portant modification du régime indemnitaire de la filière sanitaire et sociale,

VU la délibération n° D161312-11 du 13 décembre 2016 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, filières administrative, sportive sociale et animation,

VU la délibération n° D172112-3 du 21 décembre 2017 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel : RIFSEEP – IFSE pour tous les cadres d'emplois au fur et à mesure de la parution des décrets le permettant,

VU la délibération n° D202409-6 du 24 septembre 2020 portant modification des conditions d'octroi du régime indemnitaire dans le cadre de l'absentéisme,

VU le Comité Technique du 11 octobre 2022,

CONSIDERANT que conformément à l'article 2 du décret n° 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables au personnel communal,

CONSIDERANT la nécessité de délibérer, pour maintenir la totalité du régime indemnitaire aux agents bénéficiant du temps partiel thérapeutique,

DELIBERE

ARTICLE 1 : DECIDE que l'article 1 alinéa 3 de la délibération n° D202409-6 du 24 septembre 2020 est modifié comme suit :

- Dans le cadre du temps partiel thérapeutique, le régime indemnitaire est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire perçu par l'agent.

ARTICLE 2 : DIT que les autres dispositions de la délibération n° D202409-6 du 24 septembre 2020 susvisée demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : DECIDE la mise en place de ces mesures à compter du 1^{er} décembre 2022.

ARTICLE 4 : DIT que les crédits correspondants à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées seront inscrits au budget de la collectivité.

Résultat du vote : UNANIMITE.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.

Chilly-Mazarin, le 28 novembre 2022



**La Maire,
Rafika REZGUI**